

Justice. 25 rapatriés mènent une action devant les Nations Unies.

« L'Etat algérien doit nous indemniser »

La propriété familiale d'Albert Camps n'a aujourd'hui plus rien d'un Éden de verdure. Installée près d'Alger, elle a été nationalisée dans les années soixante par le gouvernement algérien et est lentement tombée en ruine.

« On m'a tout pris. Mais je n'ai jamais touché d'indemnité », assure Albert Camps, aujourd'hui agriculteur installé dans le Tarn-et-Garonne. Depuis qu'il a quitté l'Algérie en 1964, il tente, comme de nombreux autres rapatriés, d'obtenir la réparation de ce qu'il estime être une « spoliation ». Récemment, avec le soutien de l'union de défense des intérêts des Français repliés d'Algérie (USDIFRA), 462 personnes, dont 25 Tarn-et-Garonnais ont entamé un recours contre l'État Algérien devant le comité des droits de l'homme des Nations

Unies.

« L'Algérie n'a pas appliqué les accords d'Évian qui prévoyaient qu'aucune mesure de dépossession ne serait prise sans l'octroi d'une indemnisation », assure M^e Alain Garay qui assiste les plaignant. L'Algérie ayant ratifié le pacte international des droits civils et politiques en 1989, elle pourrait, en théorie, être contrainte à indemniser les rapatriés. Le montant de ces réparations est astronomique. Une association l'a récemment évalué à plus de 12 milliards d'euros. « L'Algérie se convertit au libéralisme et sa manne pétrolière atteint les 37 milliards de dollars », remarque M^e Alain Garay. Une richesse que les rapatriés comptent mettre à profit. Après les nombreuses actions en justice entamées depuis 43 ans devant les juridic-



25 Tarn-et-Garonnais ont entamé un recours contre l'Etat algérien avec M^e Garay (à droite). Photo DDM, Ch. L.

tions françaises, les rapatriés voient dans cette démarche internationale « le moyen le plus digne et satisfaisant » pour obtenir réparation. « L'État algérien doit nous indemniser », estime Albert Camps. Confiant, M^e

Alain Garay assure: « De tels contentieux existent en Roumanie, en Tchécoslovaquie et ils portent leurs fruits ».

Renseignements à USDIFRA, au 04 94 33 68 38.